

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Décembre 2024

Durant l'année 2024, la croissance du PIB connaît une légère amélioration, due au bon comportement du secteur agricole alors qu'en dehors de l'agriculture la croissance continue à se situer à un niveau faible notamment pour le secteur industriel. L'inflation, malgré une certaine détente, se situe encore à un niveau élevé et le taux de chômage augmente.

La situation de la balance des paiements continue à s'améliorer malgré l'augmentation du déficit commercial, sous l'effet de la bonne tenue des recettes touristiques et des revenus du travail. Mais ceci aux prix du ralentissement de la croissance et de la faible de l'investissement qui reflète notamment la baisse des indicateurs relatifs au climat des affaires et à la faible compétitivité de l'économie tunisienne.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une détente dans la mesure où l'équilibre du Budget s'est traduit par une baisse du déficit. Les besoins de financement ont été couverts par un recours massif aux crédits intérieurs reflétant les difficultés de mobilisation des crédits extérieurs.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

1. La production : un rythme lent de la croissance sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale et de facteurs endogènes malgré le bon comportement du secteur agricole.

Selon les estimations des comptes nationaux trimestriels, l'économie tunisienne a enregistré une croissance de 1.4% au cours de l'année 2024.

Cette croissance est due notamment à l'augmentation de la valeur ajoutée dans des secteurs tels que le secteur agricole, le secteur hébergement et restauration ainsi qu'à l'évolution modérée voire faible dans d'autres secteurs comme : l'industrie chimique, l'industrie mécanique et électrique, la construction et le transport et entreposage.

On observe, en revanche, un recul notable dans beaucoup d'autres secteurs tels que l'énergie et les mines, le textile habillement et cuirs, la production d'électricité et de gaz et la production et distribution d'eau comme l'illustre le tableau suivant :

Evolution de la valeur ajoutée par secteur en %

1- Secteurs ayant enregistré une évolution favorable ou modérée

	2023	2024
Agriculture sylviculture et pêche	-16.1	8.3
Hébergement et restauration	9.4	6.8
Industrie chimique	-7.6	3.6
Extraction de pétrole	-2.3	3.3

Transport et entreposage	4.3	2.1
Industrie mécanique et électrique	5.5	1.6
Industrie agricole	-2.8	1.2
Construction	1.2	0,7
2- Secteurs en recul		
Extraction de pétrole	-16.1	-18.1
Textile habillement et cuirs	0.2	-5.2
Production d'électricité et de gaz	0.2	-2.4

Etant signalé que le secteur agricole a contribué de 0,56 % à la croissance annuelle du PIB en 2024. La croissance du PIB hors agriculture a été inférieure à 1.0%. La croissance continue à se situer ainsi à un niveau faible. Le PIB en valeur en 2024 demeure encore inférieur à celui de 2019 avant le Covid,

L'évolution de l'activité industrielle est préoccupante, La valeur ajoutée pour l'industrie a accusé une baisse de 0.9% en glissement annuel en relation avec la contraction de l'activité du secteur manufacturier du fait de l'impact de la faiblesse de l'activité de la zone Euro sur les industries exportatrices tunisiennes, la persistance des difficultés au niveau des secteurs des hydrocarbures et des mines phosphate et dérivés et la poursuite de la baisse de l'activité de la construction.

2. Le marché de l'emploi continue à être tendu

Les données relatives à l'emploi et le chômage disponibles sont celles du 3e trimestre 2024 qui font ressortir une augmentation du taux de chômage qui s'élève à 16,0 % contre 15,8,0 % une année auparavant. Par sexe, le taux de chômage diminue à 13,3% pour les hommes (13,4 % au troisième trimestre 2023). Alors que pour les femmes le taux de chômage augmente à 22,1 % au troisième trimestre 2024 (21.7 % une année au paravent).

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté au cours du troisième trimestre de l'année 2024, pour atteindre 40,5 % contre 39.1 % au troisième trimestre de 1923. Ce taux se décompose en 39,0 % pour les hommes et 43,3 % pour les femmes.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur augmente pour atteindre 25,0% au troisième trimestre de l'année 2024 (contre 24.6 % au deuxième en 2023) Ce taux est de 17,0 % chez les hommes et de 31,6 % chez les femmes.

3. L'investissement continue à se situer à un niveau faible

Au cours de l'année 2024, l'investissement ne connaît pas de reprise significative. Ceci est corroboré par la hausse modérée de 5.6% aux prix courants des importations de biens d'équipement, de la faible augmentation des dépenses budgétaires allouées à l'investissement (2.1 % durant les onze premiers mois de 2024 par rapport à la même période de 2023 contre une augmentation de 12.4% prévus par la

Loi des Finances pour l'année 2024) et l'évolution modérée des concours à l'économie (3.4% au mois de mai 2024 contre 5.5 % en mai 2023). Le ralentissement a surtout marqué le secteur industriel (1.9 % en mai 2024).

Toutefois quelques évolutions favorables sont enregistrées en 2024. Les entreprises industrielles étrangères, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de la transition numérique, sont de plus en plus nombreuses à investir en Tunisie, afin de s'adapter aux innovations technologiques mondiales et aux normes environnementales internationales et l'intensification des projets liés aux énergies renouvelables, Ceci apparait au niveau de l'évolution des déclarations d'investissement et de la poursuite de la dynamique observée au niveau de l'évolution des IDE notamment au niveau des services et des énergies renouvelables.

Les investissements déclarés à l'échelle nationale ont atteint 5614,5 MD, augmentant de 7,1% par rapport à la même période de 2023. Cette augmentation s'explique principalement par les améliorations enregistrées au niveau des énergies renouvelables (+150 %), du secteur des services (+43 %). En revanche, les déclarations d'investissement dans le secteur de l'industrie ont augmenté faiblement de 3 %, et ce d'après les statistiques sur les déclarations d'investissement pour 2024, publiée par l'Instance Tunisienne de l'Investissement (TIA).

De leur côté, les investissements directs étrangers (IDE) ont connu une progression notable de 21,5 %, Cette dynamique est soutenue par des projets stratégiques dans les énergies renouvelables et la transition numérique.

Deux grandes entreprises étrangères ont également renforcé le secteur agricole, investissant dans des technologies avancées et l'intelligence artificielle, entraînant une hausse spectaculaire de 237 % des investissements agricoles 19,2 MD contre 5,7 MD en 2023.

4. L'inflation : Poursuite de la détente graduelle de l'inflation mais elle continue à être élevée

Le taux d'inflation pour l'année 2024 s'établit à 7 % contre 9.3% en 2023. Ce recul de l'inflation, est dû principalement au fléchissement observé au niveau du rythme annuel d'augmentation des prix du groupe « produits alimentaires » (7,2% en décembre 2024 contre 8,5% en novembre 2024).

Les prix des produits manufacturés augmentent de 6,1% sur un an, en raison de la hausse des prix des produits de l'habillement et chaussures de 9,7% et des produits d'entretien courant du foyer de 7.8%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 5,4% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services du groupe restaurant, cafés et hôtels de 11,7%.

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) demeure stable à 6,3%. Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 6,9% sur un an, tandis que les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 3,8%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 8,1% contre 1,3% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Malgré la décélération lente de l'inflation, le taux d'inflation demeure élevé. Ceci est attribué à plusieurs facteurs, dont notamment les pressions de la demande et la faiblesse des capacités de production, particulièrement dans le secteur agricole.

Cependant à moyen terme les pressions inflationnistes risquent de persister en raison du renforcement récent des prix internationaux. La résilience de la demande mondiale et le renforcement graduel et quasi-généralisé des prix internationaux des matières premières, en particulier, devraient peser sur la trajectoire de l'inflation au cours de la période à venir

De plus, les contraintes financières croissantes sur le budget de l'État pourraient nécessiter des ajustements à la hausse de certains prix administrés et le recours excessif de l'Etat aux crédits intérieurs pourrait entraîner une baisse des avoirs en devise, une dépréciation du dinar et partant des pressions inflationnistes pourrait s'exercer.

5. Les échanges commerciaux : Le déficit de la balance commerciale s'aggrave sous l'effet du creusement du déficit énergétique

Les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur durant l'année 2024 font ressortir une stabilité des exportations aux prix courants contre une hausse de 7,9% durant l'année 2023.

Quant aux importations, elles ont enregistré une hausse de 2,3% contre une baisse de 4,4% durant l'année 2023.

Compte tenu de cette évolution, le déficit commercial augmente de 1859 MD par rapport à celui de 2023 et le taux de couverture perd 1.8 point par rapport à l'année 2023 pour s'établir à 76,6%.

(En MD)	année 2022	année 2023	année 2024	2023/22	2024/23
Exportations	57 557.5	62 077.3	62 077.6	7.9 %	0.0 %
Importations	82 788.9	79 146.3	81 005.2	-4.4 %	2.2%
Déficit commercial	25 231.4	17 069.0	18 927.0		
Taux de couverture	69.5 %	78.4 %	75.6 %		

La stabilité des exportations durant l'année 2024 résulte de :

- La baisse des exportations du secteur des mines, phosphates et dérivés de (-26,3%) et celles des textiles, habillement et cuirs de (-4 %) et du secteur de l'énergie de (+0,5%).
- L'évolution à un rythme faible des exportations du secteur de l'énergie de 0.5% ainsi que celles des industries mécaniques et électriques de 1,2%.

Le secteur des industries agro-alimentaire enregistre une hausse des exportations de 14.6% en relation essentiellement avec l'augmentation des exportations de l'huile d'olive

Pour ce qui est des importations, la hausse de 2,3% provient, de l'augmentation enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (+9,1%), des biens d'équipement (+5,6%) et des biens de consommation (+6,3%). En revanche, des baisses sont enregistrées au niveau des importations des matières premières et demi-produits (-2,6%) et du groupe des produits alimentaires (-6,1%).

Concernant le solde de la balance commerciale par région, le déficit provient principalement du déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (- 9071,4 MD), la Russie (-5384,4 MD), l'Algérie (-4357 MD), la Turquie (-2844,3 MD), l'Inde (-1470,3 MD) et Ukraine (-1343,4 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (5163,5 MD) l'Allemagne (2362,6 MD), l'Italie (1955,3 MD), la Libye (2299,6 MD) et le Maroc (267,8MD).

D'autre part, il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à (-8058,1 MD), tandis que le déficit de la balance énergétique s'établit à (-10869,5 MD), contre (-9665,7 MD) durant l'année 2023.

6. La situation de la balance des paiements s'améliore

Au niveau du secteur extérieur et en dépit du creusement du déficit commercial, le déficit courant de la balance des paiements s'est réduit à -2.748 MDT (ou -1,7% du PIB) au terme de l'année 2024 contre -3.484 MDT (ou -2,3% du PIB) en 2023. Cette amélioration est due à la bonne tenue de la balance des services et des revenus des facteurs.

Les recettes touristiques ont augmenté de 8.3% pour atteindre 7.5 Milliards de dinars en 2024 et les revenus du travail ont progressé 6.1% passant de 7.6 Milliards à fin décembre 2023 à 8.1 Milliards à fin décembre 2024.

L'amélioration de la situation du secteur extérieur a permis la reconstitution des réserves de change au terme de l'année 2024. Ces dernières ont totalisé 27.332 MD (ou 121 jours d'importation) à fin décembre 2024.

7. Le budget de l'Etat : Poursuite de la détente mais les difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures persistent.

Les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'État durant les onze premiers mois de 2024 font ressortir une augmentation des ressources budgétaires de 5.9%, contre une augmentation de 4.9 %, pour les dépenses. Il en résulte une baisse du déficit.

En MD	année 2023	année 2024	variations (En %)	Rappel loi des finances 2024	
Ressources de l'Etat	38 394.2	40 667.2	5.9	49 160.0	8.4 %
-dont					
Recettes fiscales	34 392.3	37 708.4	9.6	44 050.0	11.6%
Dépenses de l'Etat	40 993.3	42 983.4	4.9	59 805.0	6.7%
-dont :					
Dépenses d'intervention	10 810.1	10 921.8	1.0	19 696.2	2.8%
Dépenses d'investissement	3 850.1	3 929.1	2.1	5 227.4	12.4%
Solde budgétaire hors privatisation	- 3 223.0	- 2 941.3		-11 515	

L'augmentation des ressources budgétaires s'explique par une hausse des recettes fiscales de 9,6% par rapport à fin novembre 2023 : les impôts directs enregistrent une hausse de 11.2% et les impôts indirects augmentent de 8,5% par rapport à 2023. Les recettes non fiscales enregistrent, en revanche, une baisse de 30.2% localisée au niveau de la redevance gaz (196 MD contre 1894 MD).

Pour les dépenses, la hausse de 4.9% s'explique notamment par l'augmentation des rémunérations de 3,6%, des intérêts de la dette de 12% et des dépenses de gestion de 31.4%. En revanche, les dépenses d'intervention et d'investissement ont augmenté modérément respectivement de 1.0% contre 2.8% prévu et de 2.1% contre 12.4% prévu.

La détention apparente au niveau de l'équilibre budgétaire a été toutefois réalisée aux prix d'un niveau faible de l'activité économique et de l'investissement et de l'augmentation des arriérés de l'Etat.

En effet, plusieurs créanciers de l'Etat ne sont pas encore payés., notamment au niveau de la compensation. Sur les 11,3 milliards de dinars de compensation prévus dans la loi de finances 2024, seulement 5,4 milliards de dinars ont été dépensés.

Des bénéficiaires de la compensation n'ont pas été payés depuis plusieurs mois (neuf à 17 mois d'impayés) pour un montant dépassant le milliard de dinars jusqu'à fin juillet 2024.

De surcroît, le budget de l'Etat serait soumis à des tensions à court et moyen termes en raison notamment des tendances haussières des prix à l'échelle mondiale.

Pour ce qui est du financement du Budget, les résultats provisoires font ressortir un faible niveau de l'emprunt extérieur qui n'a pas dépassé 2876.0 MD au cours des onze premiers mois de 2024. Ces financements extérieurs étaient, en grande partie, des prêts consacrés à des projets (1 720.0 MD). Contre une prévision de 16 445 MD prévue par la Loi des Finances de 2024.

De ce fait, l'emprunt intérieur a fortement augmenté pour s'élever à plus de 19 745 millions de dinars au cours des onze premiers mois de 2024.

En MD	Onze mois 2023	Onze mois 2024
BTC	4 905.0	5 778.0
BTA	1 092.0	2 788.9
Emprunt national	2 523.9	3 754.2
Autres emprunts intérieurs (BCT)	1 163.4	7 276.9
Total	9 744.9	19 597.9

Sur cette base, la dette intérieure de la Tunisie enregistre une hausse de 28.0 %, à fin novembre 2024, pour atteindre 69 271 MD, soit 53.3% du total de l'encours de la dette publique contre 44.9 % à fin novembre 2023 et 29.7% en 2019

8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, à fin 2024, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement ainsi que par l'application du schéma de financement retenu par la Loi des Finances (crédits de la BCT).

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 3.5% sur un an. Cette hausse s'explique, entre autres, par l'augmentation du service de la dette interne, résultant et de l'augmentation des besoins en devises, surtout avec un service de dette extérieure élevée par rapport à la moyenne historique.

Le refinancement de la BCT enregistre une baisse de l'ordre de 14.2%. Un faible volume de refinancement peut indiquer une situation économique plus stable et moins de demandes de crédit.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de 1.4% de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 27 Milliards de dinars avec une augmentation de 47.8% de l'encours des bons de trésor à court terme et une baisse de 24.0% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
31/12/23	20 842	15 285	27 142	26 408	3.3235	3.0657
31/12/24	21 581	13 104	27 527	27 072	3.3907	3.1829
Evolution en %	3.5	-14.3	1.4	2.5	2.0	3.8

Conclusion

Durant l'année 2024, la croissance contenue à se situer à un niveau faible en raison de facteurs conjoncturels internes et externes difficiles mais aussi en raison de facteurs structurels dont notamment le faible niveau de l'investissement, la faible compétitivité des entreprises et les difficultés et contraintes rencontrées par les entreprises.

L'augmentation enregistrée des déclarations d'investissement et la progression sensible des IDE et l'orientation des entreprises notamment étrangères vers des projets stratégiques dans les énergies renouvelables et la transition numérique (technologie avancées et intelligence artificielle) constituent des signaux d'amélioration qui augurent d'une relance de l'investissement dans le futur. Ceci nécessite le rétablissement de la confiance et la mise en œuvre des réformes structurelles appropriées pour améliorer l'environnement des affaires en vue de stimuler l'initiative et renforcer l'attractivité du pays.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, Bulletin de conjoncture année 2024